

Think Tank européen Pour la Solidarité
www.pourlasolidarite.eu

Compte-rendu

Candidats et électeurs étrangers face aux élections

Conférence
Mardi 02 Octobre 2012



With financial support of the EU's
Fundamental Rights and Citizenship Program



Avant propos

Le 14 octobre 2012, tous les citoyens sont allés aux urnes. Tous ? Une partie d'entre eux n'a pas exercé ce droit, pourtant au fondement du principe démocratique moderne.

En principe, tout citoyen européen résidant en Belgique a le droit de participer et de se présenter aux élections communales, ainsi qu'aux élections européennes, qui constituent un moyen important de faire entendre sa voix et d'assurer une représentation des communautés étrangères au niveau local. Cependant, par manque d'information ou d'incitation, leur participation à la vie politique reste encore trop faible.

C'est pourquoi *Pour la Solidarité* a décidé d'organiser ce séminaire, par lequel, nous avons tenté d'interroger les liens entre participation et intégration, au travers de l'enjeu des élections communales. Car le mouvement doit être double : autant les communautés étrangères peuvent jouer un rôle « moteur » dans la participation active de leurs ressortissants, autant le système politique belge devrait être ouvert aux candidats de tous les horizons, ce qui n'est pas toujours aussi évident qu'il n'y paraît.

Aussi, au-delà des considérations idéologiques, notre conférence a également investigué les possibilités de dialogue et de participation pour tous au travers de bonnes pratiques et d'expériences personnelles, mais nous avons également tenu à laisser s'exprimer des candidats d'origine étrangère, témoins de première ligne.

*Ce séminaire s'inscrit dans le projet européen « **Access to Rights and Civil Dialogue for ALL** », soutenu par le programme Droits Fondamentaux et Citoyenneté de la Commission européenne, visant à la promotion de la citoyenneté active des communautés étrangères (européennes) en Europe.¹*

Plus d'information : www.beingcitizen.eu

¹ This document has been funded with support from the European Commission. It reflects the views only of the author, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

Introduction de la conférence

Denis Stokink - Président du Think Tank européen *Pour la Solidarité*

Alors que la campagne électorale bat son plein, il semble important de rappeler que le vote est un droit qui a été acquis difficilement et qu'il est important d'exercer – car un droit ne s'use que si l'on ne l'utilise pas. Alors même que beaucoup se sont battus pour obtenir la participation aux élections des citoyens européens ou étrangers, ceux-ci sont encore largement sous-représentés tant sur les listes des électeurs que sur les listes des candidats.

Face à ces faibles taux de participation, nous nous sommes posé la question du « Pourquoi ? » ce qui, très vite, apportait d'autres questions : « Que peut-on faire pour améliorer cette participation » et « Qu'est-ce qui pousse une personne étrangère à se porter candidate ? ». C'est ainsi que nous avons décidé d'organiser cette conférence, avec une division du débat entre associatifs, académiques et candidats.

Il est important de noter que cette conférence se focalise sur les électeurs et candidats européens, non pas dans une volonté d'exclusion, mais bien, d'une part, pour une question de faisabilité pratique (on ne peut pas représenter tout le monde, et ce n'est d'ailleurs pas notre objectif direct – d'où un échantillon imparfait de candidats) et, d'autre part, cette conférence est organisée dans le cadre du projet européen « Access to Rights and Civil Dialogue for ALL »² mené par *Pour la Solidarité* et financé par la Commission européenne.

L'objectif de cette conférence est d'apporter des pistes de réponse aux questions que nous nous posons, mais également de retirer une expérience des « bonnes pratiques » qui nous seront présentées ce matin, que ce soit du côté des associations belges, que des parcours personnels des candidats.

Nous attendons votre participation au débat et espérons qu'il sera riche en enseignements pour tous.

² Pour plus d'information sur le projet : www.beingcitizen.eu

Ouverture

Diffusion du film:

« Je sais pourquoi j'irai voter le 14 octobre », réalisé par la **Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie (CNAPD)**.³

Le film présente une série de portraits d'étrangers habitant en Belgique et représentant des pays, des métiers et des intérêts différents. Chaque personnage du film a ses raisons et ses motivations propres d'exprimer sa voix aux élections communales belges. Nous y voyons une mère de famille préoccupée par les problèmes de places dans les crèches, une personne en situation de handicap dont la question centrale est la facilitation de la mobilité urbaine pour les personnes à mobilité réduite, ou encore un professeur de sport intéressé par l'amélioration des équipements sportifs dans son quartier. Ces différents portraits montrent la multitude des intérêts que les étrangers vivant en Belgique peuvent exprimer et qui se transposent directement en motivations pour exercer le droit de vote aux élections communales.

Premier panel : Les électeurs étrangers

Le but de ce panel a été de présenter des bonnes pratiques en matière de sensibilisation à la participation électorale et des liens entre processus de participation aux élections et dynamiques d'intégration, au travers notamment d'exemples de terrain.

Carlo Luyckx – Directeur du Bureau de Liaison Bruxelles-Europe et Echevin de la Population, des Affaires Européennes et de l'Etat civil à la commune de Saint-Gilles

L'intervention de Carlo Luyckx nous a renseigné sur le rôle du Bureau de Liaison Bruxelles-Europe et sur ses campagnes de sensibilisation aux élections, dont la dernière, intitulée : « Think european, vote local ».

Le Bureau de Liaison Bruxelles-Europe a été créé afin de promouvoir le travail des institutions européennes parmi les bruxellois et vice-versa, c'est-à-dire, de faire connaître la ville de Bruxelles aux fonctionnaires des institutions européennes. Le but étant de permettre aux Européens de se sentir bruxellois et de les sensibiliser à la dimension européenne de leur ville.

Une première campagne de sensibilisation au droit de vote à l'occasion des élections communales a été organisée en 2000 avec un résultat peu satisfaisant de seulement 9% d'étrangers inscrits sur les listes électorales belges. Les efforts ont été doublés avant les élections de 2006 avec plus de succès (13% d'électeurs étrangers inscrits). En 2012, le Bureau de Liaison Bruxelles-Europe avec la

³ Le film est disponible sur : <http://www.youtube.com/watch?v=NiMDNEbfk5Q>

collaboration du Centre Bruxellois d'Action Interculturelle, a également organisé une campagne pour inciter les électeurs potentiels européens et non-européens à voter. Le pourcentage des inscrits restent presque le même qu'il y a 6 ans (13,56%), mais le nombre d'inscrits a augmenté de 60 000 par rapport aux dernières élections. A Bruxelles, les électeurs étrangers potentiels sont plus de 192 000 (pour 26 150 inscrits et 579 701 électeurs belges) ce qui signifie que grosso modo 25% des électeurs potentiels totaux ne s'expriment pas ! La campagne consistait à diffuser des flyers et des affiches en plusieurs langues, expliquant le rôle des communes et les procédures d'inscription sur les listes des électeurs. Les réseaux sociaux tels que Facebook ont également été beaucoup exploités.

La campagne a aussi bien été menée au sein des communes qu'auprès des institutions européennes car il s'avère que les fonctionnaires européens ne votent pas forcément plus que les autres, alors qu'ils constituent pourtant une vraie force électorale potentielle avec près de 30 000 personnes.

En ce qui concerne la collaboration avec les communes, le Bureau de Liaison Bruxelles-Europe a contacté chaque Bourgmestre et échevin pour assurer la distribution des affiches et des flyers « Think european, vote local », car les administrations communales ont la possibilité de s'adresser directement par courrier aux ressortissants européens et non-européens pour les informer sur leur droit de vote. Certaines communes ont même organisé des réunions d'information sur les élections et les modalités d'inscription.

Malgré de nombreux efforts, le taux des électeurs inscrits reste assez bas et une réflexion sur les causes de cet état de fait s'imposent. Parmi les explications plausibles, M. Carlo Luyckx voit le fait que le caractère obligatoire du vote en Belgique peut être dissuasif pour certaines personnes qui pensent qu'une fois inscrites, elles seront obligées de participer à chaque élection, tandis qu'il existe pour les étrangers une possibilité de se désinscrire. Parmi d'autres idées reçues sur les élections en Belgique, on peut aussi retrouver une peur exprimée par les étrangers de perdre le droit de vote dans leur pays d'origine, qui encore une fois, n'est pas fondée (sauf pour les élections européennes lors desquelles on ne peut voter que dans un seul pays). M. Luyckx explique également que Bruxelles, étant une ville d'une forte mobilité, réunit en son sein de nombreux migrants dont le but n'est pas d'y rester à long terme. Leur objectif n'est donc pas vraiment s'y intégrer pleinement ni, par exemple, de participer aux élections locales. Le potentiel électoral est donc sous-utilisé. Et il est intéressant de remarquer, sur l'exemple de la commune de Saint-Gilles qui comporte 30% d'étrangers européens, que leur pleine participation aux élections constituerait une vraie force électorale et pourrait facilement faire basculer le résultat des élections.

Christine Kulakowski – directrice du Centre Bruxellois d'Action Interculturelle (CBAI)

L'intervention de Mme Christine Kulakowski s'est focalisée sur le rôle que le CBAI, institution qui existe depuis 30 ans, a joué dans la mobilisation électorale par le biais de la réalisation et la diffusion des brochures, des séances d'information et d'animations de terrain.

Tout d'abord, Mme Kulakowski a tenu à préciser le terme : « personne étrangère ou d'origine étrangère » car cela peut amener à des confusions. Il est donc nécessaire de distinguer trois catégories de personnes : les Belges d'origine étrangère concernés par l'obligation du vote et le droit

de se porter candidat, les ressortissants de l'Union européenne pouvant s'inscrire sur les listes électorales et devenir candidats (mais pas bourgmestres) et puis les étrangers non belges hors Union européenne qui peuvent devenir électeurs, mais pas candidats.

Chargé par la Région de Bruxelles-Capitale, le CBAI a réalisé des brochures en français et néerlandais et en plusieurs langues parlées par des citoyens étrangers, notamment l'arabe, le turc, l'anglais, l'italien, l'espagnol.

Le deuxième volet de la campagne de sensibilisation du CBAI était d'organiser des séances d'information destinées aux différents publics, notamment aux animateurs d'associations, d'institutions ou de services publics, sur base de la brochure, pour mieux les outiller à transmettre l'information sur les conditions de participation au vote, et l'importance de celui-ci au public concerné. En tout, ont été réalisées : 10 formations de formateurs ; 13 animations sur les marchés ; 35 animations sur le terrain.

Après ces séances d'informations, l'équipe du CBAI a pu noter quelques réactions et échos de la part du public, qui ont été divers. Du côté des électeurs potentiels, on pouvait retrouver une certaine « violence », sous forme de rejet et d'une déception envers les politiques qui ne semblent s'intéresser à eux qu'au moment des élections. Mais en même temps, une fois cette déception exprimée, c'est un grand intérêt pour la citoyenneté au sens large qui prenait place (comment cela fonctionne, le profil des partis politiques, l'histoire de la Belgique, etc...).

Du côté des cadres associatifs, on a noté un certain découragement et un besoin croissant d'information pour pouvoir informer leur public, car ils se sentent parfois peu compétents.

Mme Kulakowski a également évoqué un certain décalage chronologique que beaucoup de responsables associatifs rapportaient, entre le moment où l'on transmettait des informations sur l'inscription (avril/mai/juin) et la date des élections qui ont lieu en octobre. Ce décalage a suscité une démotivation car l'appel aux inscriptions se fait, de fait, hors campagne électorale (et pendant le temps des vacances – échéance des inscriptions au 31/07/2012), alors que ni les contenus des programmes des partis politiques ni la liste des candidats ne sont encore connus.

Mme Kulakowski a donc souligné l'importance de synchroniser la campagne de sensibilisation avec la campagne électorale ainsi que le besoin permanent (même hors campagne électorale) de former les cadres associatifs à la citoyenneté et à la participation.

Mme Kulakowski a également observé une certaine variabilité dans la diffusion de l'information selon les communes, ainsi qu'un engagement moindre des représentants politiques bruxellois dans les médias par rapport aux représentants wallons.

Sandrine Pierlot - Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie

Cela fait déjà quelques années que la Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie travaille sur la thématique de la citoyenneté et, à l'occasion des élections communales 2012, l'association a préparé un projet intitulé « Au-delà des frontières, tous citoyens ! », que Mme Pierlot nous a présenté. L'axe central de cette campagne tournait autour du film « Je sais pourquoi j'irai voter le 14 octobre » que nous avons eu l'occasion de regarder au début de la conférence. Le film a été diffusé sur le site de la CNAPD, sur la chaîne You Tube, auprès des associations intéressées, ainsi qu'à différents événements auxquels la CNAPD a participé. La vidéo a été accompagnée d'une brochure de sensibilisation, basée sur les portraits des personnages du film avec l'explication de différentes compétences communales. Il est intéressant de remarquer, selon Mme Pierlot, que le film et la brochure ont également servi à sensibiliser des Belges qui, jusque là, n'étaient pas suffisamment informés sur les élections ou qui votaient pour la première fois. Outre le film et les brochures, la CNAPD a également réalisé une campagne d'affichage avec 300 affiches diffusées.

Le problème évident qui se pose dans ce genre de campagne est la difficulté d'évaluation de l'impact des actions. Mais la vidéo diffusée sur la chaîne You Tube a tout de même eu beaucoup de succès donc, en tant qu'outil de sensibilisation, elle s'est avérée efficace.

Parmi des bonnes pratiques rencontrées au cours de la campagne, Mme Pierlot a évoqué la commune de Saint-Josse qui, pour informer les habitants, aussi bien belges qu'étrangers, a utilisé l'intermédiaire des gardiens de la paix.

Pour conclure, Mme Pierlot a assuré que la CNAPD souhaite poursuivre son plaidoyer en vue de l'élargissement des conditions de participation, notamment pour permettre aux étrangers de voter aux élections régionales.

Thomas Huddleston - Migration Policy Group

Thomas Huddleston est venu nous présenter les résultats de l'enquête « Immigrant citizens survey », à laquelle il a participé en tant que chercheur. L'enquête a été menée dans plusieurs pays européens (Belgique, France, Hongrie, Italie, Portugal et Espagne) et les groupes étudiés étaient constitués d'étrangers ressortissants de pays hors Union européenne, ne résidant pas dans leur pays d'origine. Les questions traitées touchaient les domaines de l'emploi, des connaissances linguistiques, du regroupement familial, de la résidence à long terme et, enfin, ce qui nous intéresse ici, de la participation citoyenne et politique.

Pour commencer, M. Huddleston a fait remarquer qu'il est moins difficile d'étudier et de mesurer l'exclusion sociale que de travailler sur l'impact des politiques relatives aux processus d'inclusion.

En ce qui concerne la participation politique, les questions posées aux étrangers interviewés étaient les suivantes : Seriez-vous intéressés de voter ? Avez-vous voté aux élections précédentes ?

Souhaiteriez-vous qu'il ait davantage de candidats immigrés ? Et parmi les non-intéressés par les élections, la question supplémentaire creusait les causes de ce désintéressement.

Les résultats pour la Belgique?

Contrairement aux stéréotypes que l'on pourrait peut-être avoir, les primo-arrivants, ceux qui parlent bien la langue du pays d'accueil, sont très intéressés par les élections. On aurait tendance à penser qu'ils sont davantage occupés par les démarches pratiques liées à leur séjour dans le pays d'accueil et que la question de l'engagement politique est secondaire, mais les primo-arrivants qui étaient actifs dans leur pays d'origine le sont souvent également dans le pays d'accueil ou, en tout cas, expriment un tel souhait.

Les personnes en procédure de naturalisation sont, elles aussi, plus intéressées par la participation politique et, à l'inverse, celles qui ne restent que peu de temps en Belgique et qui n'y ont pas de projet de vie à long terme ne souhaitent pas s'engager politiquement.

Quels sont les profils des personnes prêtes à s'engager au niveau citoyen ?

Nous avons évoqué les primo-arrivants, mais parlons aussi des femmes, plus actives que les hommes, citons également les ressortissants des pays d'Asie et de l'Afrique Sub-saharienne (les plus présents sur les listes des électeurs). M. Huddleston souligne que, parmi les étrangers actifs, nous retrouvons aussi beaucoup de personnes frustrées, insatisfaites, des chômeurs ou ceux qui ont beaucoup de difficultés à trouver un emploi, des personnes qui se sentent victimes de discriminations, ainsi que des militants d'associations ou membres de syndicats.

Jusqu'à 80% des immigrés pensent qu'il devrait y avoir plus de candidats étrangers et jusqu'à 95% d'entre eux considèrent que de tels candidats les comprendraient mieux, les représenterait mieux et constitueraient une force symbolique pour la communauté. La diversité en politique est donc fortement souhaitée par les étrangers. Et d'ailleurs, M.Huddleston a remarqué à ce sujet que 13 pays européens ont déjà donné le droit de vote aux immigrés extra-européens au niveau local.

Débat entre les intervenants et le public

Les interventions de nos panelistes ont suscité quelques réactions du public, et notamment une proposition d'un policier que les inscriptions sur les listes électorales se fassent administrativement, à la commune, lors de l'inscription au registre des habitants, par exemple, ou à l'occasion d'autres démarches administratives, et non pas sur le plan militant par le biais des ONG. Cela éviterait aux associations de mener toutes ces campagnes de sensibilisation qui parfois n'ont pas suffisamment d'impact. Cette personne soulignait que, lors de ses déplacements dans son quartier, il faisait en plus des procédures habituelles, de la sensibilisation aux élections de son propre gré, et il a remarqué que, pour beaucoup de gens, l'obstacle principal à la participation était l'insuffisance des connaissances linguistiques. Certains étrangers, ne connaissant pas la langue du pays, ne peuvent pas se renseigner sur les élections, les candidats, les programmes des partis et ne participent donc pas au vote.

Lors du débat, nous avons évoqué le rôle primordial des candidats qui ont déployé beaucoup d'efforts pour inscrire leurs électeurs potentiels sur les listes. M. Salima Hilali de Centre Régional pour l'Intégration des Personnes Etrangères ou d'Origine étrangère (CRIPEL) de Liège, a évoqué une bonne pratique de sa région où le Ministre wallon des affaires étrangères a envoyé une lettre personnalisée à des électeurs étrangers potentiels les informant sur le droit de vote.

Deuxième panel : Les candidats étrangers

L'objectif de cette discussion était de confronter différents parcours de candidats et de pointer, au travers de leur expérience, les intérêts pour une communauté étrangère d'avoir des représentants politiques, mais également les effets positifs que cette représentation peut entraîner pour l'ensemble de la société. Nous avons demandé aux candidats comment ils mènent leur campagne, quels étaient des bons conseils à donner et les erreurs à ne pas commettre quand on se présente aux élections.

Portraits de candidats

Rik Jellema, Néerlandais, candidat et conseiller communal Ecolo-Groen, Etterbeek

Rik Jellema, lorsqu'il a participé pour la première fois aux élections communales en Belgique, s'est présenté en tant que candidat européen, et se sentait alors un peu « atypique ». Mais une fois élu, il a commencé à se sentir tout simplement Etterbeequois et c'est ainsi qu'il s'est présenté aux élections suivantes - comme un candidat belge. Il a donc souligné qu'une identité multiple permet de garder ses origines et de s'intégrer en même temps ; on peut se sentir néerlandais et Etterbeequois, l'un n'exclut pas l'autre. Rik Jellema ne s'enferme donc pas dans sa communauté, il s'adresse à tous les Etterbeequois. Il parcourt son quartier à vélo (il gagne ainsi en visibilité), ce qui reste cohérent par rapport aux idées écologiques de son parti.

Pour M. Jellema, trois composantes d'un bon candidat, qu'il soit étranger ou belge, sont très importantes :

- avoir une vision pour sa commune
- acquérir une visibilité (pour lui, elle passe par des parcours à vélo)
- être vrai, « authentique ».

Myriem Amrani, candidate LB-Parti Socialiste, Saint-Gilles

Pour commencer, Myriem Amrani a relevé la question des identités métissées, donc de la multitude de facettes qui forment chacun d'entre nous. Pour sa part, Mme Amrani, possède 4 nationalités : française, marocaine, algérienne et belge. Sa naturalisation belge était pour elle un outil efficace pour pouvoir participer pleinement à la vie politique et s'engager d'avantage. Elle ne souhaite pas s'enfermer dans une communauté en particulier, mais revendique tout de même ses origines. Elle se

définit comme une « nouvelle Belge » et trouve important d'avoir un projet politique pour tous, mais ses origines sont peut-être en partie à la base de son action.

Les débuts de son engagement étaient surtout associatifs et ont été liés à la lutte contre les discriminations et aux questions de l'insertion professionnelle, mais cette activité lui a semblé limitée et c'est ainsi qu'elle s'est tournée vers la politique.

Sa campagne électorale, elle l'a faite « sur le pavé, avec ses baskets » : elle parle à ses électeurs potentiels, les écoute, et si besoin, les dirige vers des services communaux qui sont là pour résoudre les problèmes des habitants. Ne prétendant pas savoir remédier à tout, elle s'appuie sur la commune et ses services pour aider les gens.

En tant que coordinatrice de la cohésion sociale à la Mission Locale de Saint-Gilles, Mme Amrani s'occupe quotidiennement des questions de justice sociale et du vivre-ensemble dans une société multiculturelle. En allant tous les jours sur le terrain, elle rencontre les problèmes concrets qui existent dans le quartier, elle en prend conscience et pense ainsi pouvoir aider à les résoudre, si elle est élue.

Sergi Corbalan Bosch, Espagnol, candidat Ecolo-Groen, Saint-Gilles

Ce candidat espagnol, qui commence son engagement en politique, ne veut pas se présenter en tant qu'Espagnol, car il ne souhaite pas renforcer le sentiment qu'une fois élu, « il devra plus de choses aux Espagnols qu'aux autres », pour les remercier de leur soutien. Ne voulant pas générer de clientélisme, il préfère s'appuyer sur d'autres réseaux, notamment celui des sympathisants du parti Ecolo.

Pour Sergi Corbalan Bosch, ce qui compte le plus, c'est le renforcement de la démocratie et des politiques participatives ; il souhaite que les gens trouvent « chouette » de participer aux débats politiques et de voter, ce qui n'est pas forcément le cas aujourd'hui, où une certaine méfiance et une lassitude envers la politique continuent de décourager les citoyens de la participation.

Viveka Odlén Persson, Suédoise, candidate FDF, Woluwé-Saint-Pierre

Viveka Odlén Persson se sent bien intégrée en Belgique et, pour elle, l'intégration passe aussi par le fait que ses deux filles y sont scolarisées. Comme sa famille est installée ici, Mme Persson trouvait normal de participer, de s'engager, de contribuer au bien commun. Certes, elle admet qu'elle ne connaît pas encore suffisamment la politique belge, mais souligne que l'on n'est pas obligé d'être spécialiste en politique et qu'une volonté de participation suffit, ainsi qu'un intérêt pour des solutions locales.

Mme Persson, lors de sa campagne, ne souligne pas forcément qu'elle est Suédoise, mais elle tient à montrer que tout un chacun peut participer, même une étrangère dont les connaissances linguistiques en français ne sont pas parfaites.

La campagne, elle l'a mené en deux temps. Premièrement, il a fallu convaincre les gens de s'inscrire sur les listes des électeurs ; le second pas consistait à les convaincre de voter pour elle en particulier et pour son parti FDF. Les meilleurs endroits pour approcher les électeurs, selon Mme Persson, sont les brocantes, les marchés, les animations de rue et le meilleur outil c'est de parler, de discuter et d'écouter.

Pour finir, Mme Persson a souligné qu'elle était fière d'être sur une liste « internationale », qui accueille des candidats de toutes origines.

Bilyana Raeva, Bulgare, candidate MR, Bruxelles-ville

Mme Raeva ne se présente pas comme candidate bulgare, mais bien comme candidate du parti MR. Elle trouve cela important de s'engager, notamment politiquement, dans le pays où elle vit.

En tant qu'ancienne élue au Parlement européen pour la Bulgarie, elle connaît le monde de la politique ce qui lui permet de mieux mener sa campagne et de présenter ses idées.

Ce qu'elle souhaite pour Bruxelles, c'est que la ville ait un nouveau visage puisque, selon elle, l'urbanisme n'y progresse plus depuis deux ans. Bilyana Raeva souhaiterait que Bruxelles retrouve sa dimension européenne.

Katarzyna Popławska, Polonaise, candidate CDH, Etterbeek

Mme Popławska se considère comme une candidate d'ici, car les problèmes qui la touchent, elle et son environnement, sont locaux. Elle souhaiterait avant tout un changement des structures communales.

Pour mener sa campagne, elle a visité tous les commerces polonais d'Etterbeek pour essayer de convaincre ses compatriotes. La tâche était difficile car les Polonais étaient parfois très méfiants vis-à-vis des élections et soulignaient qu'ils pouvaient, certes, faire confiance à la candidate pour ces élections, mais si jamais elle trahissait leurs intérêts, ils ne lui feront plus jamais confiance. D'un autre côté, elle admet que « sans eux, elle ne peut rien faire ».

Corrine Torrekens - Groupe de recherche sur les Relations Ethniques, les Migrations et l'Egalité (GERME), Université Libre de Bruxelles

Corrine Torrekens, sociologue-chercheuse à l'ULB a partagé avec nous les résultats de ses recherches sur la visibilité des minorités dans l'espace public et le rôle de médiateur des élus d'origine étrangère, au travers de l'exemple de la communauté musulmane en Belgique.

Mme Torrekens s'est concentrée dans ses recherches sur la façon dont sont gérées localement les manifestations visibles de l'Islam, au travers de l'exemple de cinq communes bruxelloises où la population musulmane est dense. Elle s'est également intéressée à la manière dont les élus musulmans ou issus de la culture musulmane appréhendent leurs origines et comment, lors des réunions du conseil communal, ils se positionnent par rapport aux affaires liées à la gestion de la diversité.

L'espace public dans les quartiers où les musulmans pratiquants sont fortement présents est investi visiblement, entre autres, par la présence de mosquées (agencées parfois dans des immeubles existant, par la transformation des façades ou des ajouts de coupole ou minarets) ou par des animations, des rassemblements et les prières lors des grandes fêtes, comme la fête du sacrifice. Les instances communales dans certains quartiers, comme Molenbeek ou Schaerbeek, ont mis en place des plateformes de concertation qui réunissent notamment les mosquées du territoire et les représentants des communes, pour planifier ensemble la fête du sacrifice afin que l'abattage rituel se fasse proprement dans des abattoirs certifiés (et non pas à domicile par exemple). Selon Mme Torrekens, ces plateformes sont une expression de la démocratie participative qui inclut les habitants dans la prise de décision et constitue un lien entre les autorités publiques et les membres de la communauté musulmane.

Les candidats et les élus « musulmans » (même s'ils ne sont pas pratiquants, ils sont assimilés par les autres conseillers communaux comme appartenant à la « culture musulmane ») peuvent également avoir un rôle de médiation entre les instances communales et la communauté musulmane, et participer ainsi à la gestion locale de la diversité. Ils peuvent avoir, nous dit Mme Torrekens, une fonction de passeurs ou de transmetteurs de demandes ou d'information. Cependant, souligne Mme Torrekens, ils sont nombreux, par exemple lors des réunions du conseil communal, à s'abstenir de prendre des positions sur des questions relatives à l'Islam par crainte d'être accusés de clientélisme.

Dirk Jacobs - Groupe de recherche sur les Relations Ethniques, les Migrations et l'Égalité (GERME), Université Libre de Bruxelles

M. Jacobs nous a fait part de ses remarques sur les élus issus des minorités en tant que nouvelle force politique et les changements que cela peut engendrer sur la scène politique et dans la société belge. Il a souligné que la Belgique, étant par définition un pays fortement communautarisé, car comportant à la base les communautés francophone, néerlandophone et germanophone, devrait facilement accepter des candidats d'origine étrangère, même si ceux-là jouent la carte du communautarisme.

Débat entre candidats et le public

La discussion qui a suivi la présentation des candidats et l'intervention de Dirk Jacobs, a été très vive. On a pu observer que les questions identitaires, concernant notamment les définitions de « candidats ou élus d'origine musulmane », ont suscité beaucoup de désaccord. Myriem Amrani nous a prévenu qu'il était dangereux de parler d'élus « musulmans » parce qu'une telle catégorie ne reflète pas la réalité et contribue en plus à la perpétuation des stéréotypes qui, eux, sont à la base de certaines peurs et stigmatisations. Mme Torrekens, en réponse, a souligné que sa description concernait uniquement sa recherche dans les cinq communes bruxelloises et reflétait cette réalité concrète de terrain. Elle a ajouté par la suite qu'une telle appellation est une sorte de raccourci de pensée et englobe, en plus des élus qui sont vraiment musulmans pratiquant, également ceux qui sont vus comme tels par les autres (fonctionnaires, gestionnaires des mosquées, autres élus, etc.).

Le débat s'est focalisé ensuite sur la question délicate de la candidature ethnique et la double position des candidats étrangers qui sont, d'une part, des candidats porte-parole de leur communauté et, d'autre part, des représentants de toute la société belge. Les réactions par rapport à ce sujet étaient diverses et l'une d'elle, celle de Mme Gisèle Mandaila, conseillère communale à Etterbeek et Secrétaire d'Etat aux Familles et Personnes Handicapées soulignait très fortement ses origines congolaises, en disant que la question des origines et de son impact sur le parcours politique ne doit pas être occulté, et qu'il est naturel de représenter sa communauté que l'on comprend et que l'on connaît mieux que les autres élus. Mme Mandaila a sincèrement avoué, en exagérant intentionnellement le trait, qu'elle est souvent « la noire de service » au sein de son parti, quand il était nécessaire d'intervenir sur des questions liées à la communauté africaine et congolaise en particulier. Elle a en même temps ajouté qu'un candidat d'origine étrangère devait constamment mettre en équilibre les intérêts de sa communauté et les missions qui lui ont été confiées par société par le biais de sa fonction d'élus communal. C'est, en effet, cette notion d'équilibriste, parfois difficile à tenir qui a suscité beaucoup de réactions des autres participants par la suite.

Conclusion de la matinée

En conclusion de cette matinée, nous pouvons retenir les bonnes pratiques des associations dans le domaine de la sensibilisation électorale, ainsi que les recommandations et idées des intervenants du premier panel et du public en ce qui concerne l'amélioration des procédures d'inscription sur les listes des électeurs.

Par ailleurs, nous avons pu nous rendre compte, lors du deuxième panel, des différents parcours politiques des candidats et de leurs manières d'appréhender leur candidature. Nous avons pu constater à quel point les choix oscillant entre communautarisme et intégration, avec toutes sortes de teintes intermédiaires, sont difficiles pour les candidats et tiennent parfois de l'art du funambule.

Nous avons également pu observer comment les questions identitaires sont toujours au cœur des débats lorsque l'on parle des migrants et de la politique et que cela suscite toujours des échanges très vifs entre les interlocuteurs.

En tout cas, la matinée a été riche en échanges et en débats et a inspiré des idées intéressantes pour la suite des activités liées à la sensibilisation dans le domaine de la participation citoyenne et politique.

Nous remercions vivement tous les intervenants et les participants.